

**Commission** : Conseil de Sécurité Historique

**Question** : 1990 : comment accompagner les transitions démocratiques au sortir de la Guerre froide ?

**Auteur** : République démocratique populaire d'Éthiopie

---

L'année 1989 a amené de nombreux changements. Les insatisfactions générales ont poussé la situation à sa limite et la chute du mur de Berlin le 9 novembre a abouti à une révolte populaire dans plusieurs pays comme la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie. Un régime instable a été renversé dans plusieurs cas, et le peuple qui s'était levé à l'unisson s'est retrouvé plongé dans le chaos d'une transition de pouvoir dont ils n'avaient pensé qu'à la première phase. Tout de même, le peuple a eu ce qu'il voulait. Dans le cas de la République démocratique populaire d'Éthiopie (RDPE), il n'y a pas eu de révoltes populaires, mais des groupuscules terroristes indépendants opposant le pouvoir légitimement établi qui existaient déjà depuis quelques années.

Tout au long des dernières années, et depuis 1987, la situation politique de la RDPE n'a fait que se détériorer. Depuis la fondation de la RDPE, on a vu des groupes terroristes comme le Front de libération du Peuple du Tigray (FLPT) et le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) se lever contre l'autorité du nouveau pouvoir et la Constitution, votée démocratiquement par 81% du peuple éthiopien. Ils se disent sauveurs du peuple, et niaisement le condamnent, aggravant la crise économique et de faim qui le fait souffrir inutilement.

Un plan a été élaboré pour contrer cette crise, causée par l'instabilité politique des pays environnants et les transitions de régimes à une échelle globale, qui comprend une ouverture économique, annoncée déjà en 1988-1989.

Un certain niveau de stabilité des marchés et des gouvernements est nécessaire pour le dit plan. C'est pour cette raison que la RDPE a l'intention d'aider les pays traversant une phase de transition de pouvoir à se stabiliser, avec l'objectif et le souhait de relations commerciales favorables et l'activation du plan de stabilisation économique éthiopien une fois le système économique des nouveaux gouvernements mis en place.

Au-delà du plan, la RDPE espère pouvoir suivre les pas de l'URSS en imitant une *Glasnost* et une *Perestroïka*, des politiques gouvernementales contrôlées accompagnant l'ouverture politique et économique du pays vers le monde, tout en gardant le régime éthiopien fort d'aujourd'hui, axé sur l'envie de garder le peuple en sécurité contre le danger de révoltes dangereuses anti-gouvernementales qu'il pense être pour son bien, mais qui en réalité ne lui apportent que faim et destruction.

Malheureusement, la stabilité du pays, peu à peu construite au long des années, achevée seulement en 1987 avec le vote de la RDPE, est grièvement menacée. Une longue période d'instabilité dans tous les sens du terme est la dernière chose dont la RDPE et tous les pays environnants ont besoin. La délégation éthiopienne reconnaît que la situation actuelle du pays est grave, et une aide économique est bienvenue et nécessaire pour pouvoir éviter la retombée du pays dans une période obscure de guerres civiles et transitions politiques inachevables et enchaînées dont son peuple a déjà assez souffert. Les terroristes ne doivent pas plonger le pays dans le grabuge et les difficultés nationales doivent être surmontées pacifiquement. L'idéal serait de bénéficier du support politique et économique de nations comme le Cuba, le Yémen ou la Chine pour pouvoir établir un accord de paix.

La RDPE souhaite donc aider les pays en pleine transition à établir leur gouvernement rapidement et sans difficultés et bénéficier d'une aide politique et économique qui permettrait d'établir un accord et en finir avec les oppositions terroristes. La délégation éthiopienne veut faire comprendre à la communauté internationale que la paix et la stabilité sont des vertus qui ne doivent pas être renversés une fois sécurisées.